

PROJET DE LOI NO NOVEMBRE 2012 PORTANT CREATION, MANDAT, COMPOSITION, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION VERITE ET RECONCILIATION

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi ;

Vu l'Accord Global du Cessez-le feu entre le Gouvernement de la République du Burundi et le mouvement CNDD-FDD du 16 novembre 2003 ;

Vu l'Accord Global de cessez-le-feu entre le Gouvernement de la République du Burundi et le mouvement Palipehutu-FNL du 7 septembre 2006 ;

Vu l'Accord global de cessez-le-feu entre le Gouvernement de la République du Burundi et le mouvement FNL du 4 décembre 2008 ;

Vu le rapport des Consultations nationales sur la mise en place des mécanismes de Justice de transition au Burundi ;

Vu la loi n° 1/015 du 20 juillet 1999 portant réforme du code de procédure pénale ;
Vu la loi n°1/10 du 3 avril 2013 portant révision du code de procédure pénale ;

Vu la loi n° 1/01 du 4 janvier 2011 portant révision de la loi n° 1/17 du 4 septembre 2009 portant missions, composition, organisation et fonctionnement de la Commission nationale Terres et autres biens.

Vu la loi n°1/014 du 22 septembre 2003 portant mission, composition, organisation et fonctionnement de l'observatoire national pour la prévention et l'éradication du génocide, des crimes de guerre et autres crimes contre l'humanité et de l'exclusion ;

Vu la loi n°1/022 du 21 novembre 2003 portant immunité provisoire de poursuites judiciaires en faveur des leaders politiques rentrant de l'exil;

Revu la loi n°1/021 du 27 décembre 2004 portant missions, composition, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale pour la Vérité et la Réconciliation ;

Vu la loi du 22 novembre 2006 portant immunité provisoire de poursuites judiciaires en faveur des membres du mouvement signataire de l'Accord de cessez-le-feu du 7 septembre 2006;

Vu la loi n° 1/05 du 22 avril 2009 portant réforme-révision du code pénal tel que modifié à nos jours ;

Vu la loi du 22 novembre 2006 portant immunité provisoire de poursuites judiciaires en faveur des membres du mouvement signataire de l'Accord de cessez-le-feu du 7 septembre 2006;

Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;

L'Assemblée Nationale et le Sénat ayant adopté;

PROMULGUE

CHAPITRE PREMIER : DEFINITIONS

Article 1

Au sens de la présente loi, les mots et expressions ci-dessous ont la signification suivante :

- « La Commission » veut dire la Commission Vérité et Réconciliation mise en place par l'article 2 de la présente loi.
- « Le Président » veut dire le Président de la CVR.
- « Commissaire » veut dire membre de la Commission.
- « Le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité » s'entendent au sens défini par le code pénal burundais.
- « Personnes disparues » veut dire les personnes dont la famille est sans nouvelles et/ou qui, selon des informations fiables ont été rapportées comme disparues en raison d'un conflit armé, international ou non international, ou de toute autre situation de violence.
- « Disparitions forcées » veut dire les cas où des personnes sont arrêtées, détenues ou enlevées, ou soumises à toute autre forme de privation de liberté par un État ou une organisation ou par des agents de l'État ou d'une organisation ou par des personnes ou groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'État ou de l'organisation, qui refusent ensuite d'admettre que ces personnes sont privées de liberté ou de révéler le sort qui leur est réservé, où l'endroit où elles se trouvent les soustrayant à la protection de la loi.
- « Mandat » s'entend comme mission, pouvoirs, compétence et durée du mandat de la Commission.
- « Victime » désigne ceux qui ont souffert directement des violences et/ou leurs ayant droits.
- « Dépositions » veut dire déclarations données aux agents de la Commission chargés de recueillir les témoignages.
- « Enquêtes et investigations » veulent dire recherche méthodologique de la vérité par l'audition des témoins et l'accumulation de l'information.
- « Le Conseil » désigne le Conseil consultatif international mis en place pour appuyer la Commission.

CHAPITRE II : CREATION DE LA COMMISSION

Article 2

Il est créé une Commission Vérité et Réconciliation, ci-après dénommée « la Commission », dont le mandat, la composition, l'organisation et le fonctionnement ainsi que la procédure font l'objet de la présente loi.

La Commission n'a pas de pouvoir judiciaire.

Toute la procédure devant la Commission est gratuite.

Dans l'accomplissement de sa mission, la Commission jouit d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière et de gestion.

Article 3

La Commission a son siège à Bujumbura. Elle pourra tenir des assises en tout autre endroit de son choix sur le territoire national.

Article 4

La durée du mandat de la Commission est de ~~trois-quatre ans à compter de la nomination-prestation de serment des Commissaires~~. Ce mandat peut être prorogé une seule fois pour une période d'une année à la demande de la Commission. La prorogation se fait par voie législative au plus tard quinze jours avant l'expiration du mandat.

CHAPITRE III : MANDAT

Section 1 : Principe

Article 5

Dans l'accomplissement de son mandat, la Commission sera guidée par le souci d'établissement de la vérité, de la réconciliation nationale et du rétablissement de la dignité des victimes.

Section 2 : Missions

Article 6

Les missions de la Commission sont les suivantes :

1. Enquêter et établir la vérité sur les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises durant la période allant de la date de l'indépendance le 1er juillet 1962 au 4 décembre 2008, date de la fin de la belligérance. La Commission prendra en compte la gravité et le caractère systématique et collectif des violations.

Les enquêtes viseront notamment à:

- élucider les violations des droits politiques, civils, économiques et sociaux majeurs.
- établir les responsabilités individuelles et celles des institutions étatiques, des personnes morales et des groupes privés ;

- identifier les différents facteurs qui ont conduit à ces violations;
- Déterminer la nature, les causes et l'étendue des violations précitées, y compris les antécédents, circonstances, facteurs, contexte, motifs et perspectives qui ont conduit à ces violations;
- identifier et cartographier les fosses communes et tout autre endroit d'enterrement non reconnu par la loi, prendre les mesures nécessaires à leur protection, procéder à l'exhumation éventuelle des corps aux fins d'un enterrement digne ;

2. Qualifier toutes les violations indiquées au point 1 du présent article.

3. Publier :

- la liste des personnes disparues, assassinées et celles des victimes et des témoins qui renoncent à l'anonymat ;
- la liste des personnes, autant burundaises qu'étrangères, qui se sont distinguées dans la protection des vies humaines pendant les différentes crises.
- la liste des victimes qui ont accordé le pardon ainsi que celle des auteurs, ayant bénéficié du pardon.

4. Proposer :

- un programme de réparations comportant à la fois des mesures individuelles et collectives, tant matérielles que morales et symboliques ;
- la mise en place d'un programme d'actions visant à promouvoir le pardon et la réconciliation ;
- une date de la Journée nationale de commémoration des victimes des violations des droits de la personne humaine ;
- l'érection, sur des sites identifiés, de monuments de la réconciliation et de la mémoire aux niveaux national, provincial et local;
- la conception et la réalisation d'autres ouvrages et œuvres symboliques;
- les réformes des institutions pour garantir la non répétition des événements du passé, afin de bâtir une société burundaise juste et démocratique ;
- la réécriture d'une histoire la plus partagée par tous.

5. Contribuer, notamment par une recherche documentaire, à la réécriture de l'histoire du Burundi pendant la période couverte par le mandat, afin de permettre aux Burundais une version largement partagée et acceptée des événements.

Section 3 : Prérrogatives

Article 7

La Commission a **les prérrogatives** de :

1. Convoquer et écouter toute personne et exploiter tout témoignage.
2. Accéder aux archives, documents, rapports et autres informations détenus par les **institutions et/ou les personnes publiques ou privées.**

3. Requérir l'intervention des pouvoirs publics, du ministère public et des forces de l'ordre si besoin pour donner effet aux pouvoirs de coercition et de sanction lui reconnus par la présente loi ;

Formatted: Font: Not Bold

4. Faire prêter serment aux témoins et experts qui font des déclarations dans le cadre des enquêtes et des auditions ;

Formatted: Font: Not Bold

Un agent de l'Etat qui détruit ou refuse de communiquer les documents demandés encourt les sanctions pénales et administratives prévues par la loi.

Conformément aux articles 248, 249 et 250 du Code pénal, le secret professionnel et le secret des correspondances ne sont pas opposables à la Commission.

Tout faux témoignage ou tout faux serment sera puni conformément aux dispositions du Code pénal en ses articles 399 et 400.

Article 8

~~Les arrêtés de la Commission s'imposent à tous.~~

~~La Commission pourra diffuser par tous les moyens nécessaires la liste des personnes qui font obstruction à ses travaux.~~

Au terme d'une procédure équitable et transparente au cours de laquelle les personnes concernées auront fait prévaloir leurs moyens de défense auprès de la Commission, cette dernière peut diffuser par tous les moyens nécessaires la liste des personnes qui font obstruction à ses travaux.

Article 9

Nul ne peut se prévaloir de sa fonction, de ses privilèges et immunités, de l'amnistie ou de la prescription ou de tout autre motif pour refuser de collaborer avec la Commission.

CHAPITRE IV : COMPOSITION DE LA COMMISSION ET STATUT DES COMMISSAIRES

Section 1 : Composition

Article 10

La Commission est une institution indépendante de tout pouvoir national et international, neutre dans son fonctionnement et crédible aux yeux de la population.

Elle doit être représentative et inclusive.

Sa composition doit tenir compte des équilibres politiques, ethniques, régionaux et du genre. Elle inclut des représentants des confessions religieuses, des organisations de la société civile et des différents milieux socioprofessionnels.

Article 11

La Commission comprend 11 membres de nationalité burundaise, qui portent le titre de « Commissaire » dont au moins 4 femmes et un membre de la communauté Batwa.

Section 2 : Critères et procédure de sélection

Article 12

La Commission est composée de personnalités reconnues pour leur probité, leur intégrité, leurs compétences techniques et leur capacité à transcender les clivages de toute nature.

Article 13

Tout membre de la Commission doit :

- être de nationalité burundaise ;
- être âgé **d'au moins trente-cinq ans révolus** ;

- jouir de ses droits civils et politiques ;
- être capable d'impartialité dans l'accomplissement de ses fonctions par rapport aux positions des partis politiques ;
- ne pas avoir commis de violations graves de droits de l'homme et du droit international humanitaire ;
- être de bonne moralité et apte à promouvoir la vérité et la réconciliation nationale.

Article 14

Les membres de la Commission sont nommés par le Président de la République après approbation par l'Assemblée nationale.

Les listes de candidatures respectent les conditions énoncées à l'article 11 de la présente loi. Les candidatures individuelles sont aussi admises.

Les candidats membres de la Commission sont sélectionnés sur base des candidatures libres par une commission ad hoc désignée par l'Assemblée Nationale.

La Commission ad hoc est composée des représentants des groupes parlementaires présents à l'Assemblée Nationale ainsi qu'un représentant de la communauté Batwa. Elle établit une liste définitive de trente-trois candidats.

Article 15

La commission ad hoc transmet la liste définitive des candidats à l'Assemblée Nationale qui choisit les 11 membres de la Commission ainsi que son Bureau.

Article 16

Le Président de l'Assemblée Nationale transmet la liste des membres de la commission élus ainsi que son Bureau au Président de la République pour nomination.

Section 3 : Statut des Commissaires

Article ~~15~~17

Les Commissaires exercent un emploi à temps plein au service de la Commission. La qualité de membre de la Commission est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction à caractère public ou privé.

Les membres de la Commission en provenance des services publics sont placés en position de détachement par rapport à leur statut d'origine et leur réintégration est automatique à la fin de leur mandat.

Article ~~16~~18

Les Commissaires jouissent d'une immunité dans l'exercice de leurs fonctions. Ils ne peuvent être, ni arrêtés, ni détenus ni poursuivis pour des actes qui relèvent de leur mandat. L'immunité ne peut être levée que sur décision de la Commission.

La décision de levée de l'immunité à un commissaire est prise par 2/3 des membres de la commission.

Durant la période de leur mandat les Commissaires jouissent d'un statut spécial lié à leur mission.

Article 17-19

Avant d'entrer en fonction, les membres de la Commission prêtent le serment suivant :

« Moi (nom et Prénom), je jure devant le Président de la République et le Peuple-Parlement Burundais d'accomplir ma mission en toute indépendance, impartialité, dignité et sans discrimination quelconque, dans le souci de découvrir la vérité aux fins de favoriser et promouvoir la réconciliation nationale. Je m'engage à respecter l'obligation de confidentialité prescrite par la loi portant création de la Commission Vérité et Réconciliation»

Article ~~18~~20

Le mandat d'un Commissaire prend fin dans les conditions ci-après :

- défaut de conformité aux conditions d'éligibilité découvert après la nomination ;
- perte de l'une des conditions d'éligibilité;
- indisponibilité ;
- absence prolongée aux travaux de la Commission dans les conditions prévues par le Règlement d'ordre intérieur ;
- démission ;
- incapacité physique ou mentale constatée par une commission médicale ;
- déchéance proposée par la Commission statuant à la majorité des deux-tiers suite à une défaillance constatée après audition de l'intéressé.
- décès ;

Est considéré comme défaillance tout acte pouvant être considéré comme entrave aux travaux de la Commission.

Les cas de défaillance ainsi que les manquements graves sont précisés dans le Règlement d'ordre intérieur.

Article ~~19~~21

Un Commissaire accusé d'avoir participé aux violations énoncées à l'article 6 alinéa 1 ou de ne pas remplir une des conditions exigées dans l'article précédent fait l'objet d'enquêtes de la Commission qui doit statuer en vue de son remplacement si les allégations sont prouvées.

Article ~~20~~22

En cas de vacance d'un poste de Commissaire, la Commission saisit aussitôt l'autorité de nomination qui procède à son remplacement par un nouveau membre répondant au même profil et selon la procédure visée à l'article 15 de la présente loi.

Article ~~21~~23

Le mandat des Commissaires est rémunéré. ~~Leurs émoluments et autres avantages sont fixés dans la loi des finances et dans le règlement financier de la Commission. Leurs émoluments, leurs indemnités et autres avantages sont déterminés par décret.~~

Section 4 : Conseil consultatif international

Article ~~22~~24

La Commission est assistée d'un Conseil consultatif international composé de cinq hautes personnalités qui jouissent d'une grande autorité morale.

Article ~~23~~25

La Conseil apporte un soutien éthique ainsi que des conseils et recommandations qui renforcent la Commission dans l'accomplissement de ses missions. Il appuie la Commission dans le développement des réseaux de relations. Il agit en facilitateur dans les rapports de la Commission avec les différents acteurs nationaux et internationaux.

Article ~~24~~26

Le Conseil se réunit autant de fois que de besoin ou à la demande de la Commission.

Les membres de ce Conseil peuvent assister aux différents travaux de la Commission, à ses différentes phases, en particulier aux audiences et donnent avis à la Commission.

Article ~~25~~27

Le budget du Conseil est intégré au budget général mis à la disposition de la Commission par le Gouvernement et ses partenaires techniques et financiers.

Article ~~26~~28

Les modalités de mise en place du conseil seront convenues entre le Gouvernement et ses partenaires internationaux.

CHAPITRE V : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Section 1 : Des organes.

Article ~~27-29~~

Les organes de la Commission sont le Bureau, l'Assemblée plénière et les Sous-Commissions.

~~Le Bureau est composé d'un Président, d'un vice-Président et des Commissaires.~~

Le Bureau est chargé de la coordination des activités de la Commission.

Article ~~28~~30

La Commission est dotée d'un Bureau Exécutif comprenant un Président, un Vice-Président et un Secrétaire. La composition de ce Bureau tient compte des divers équilibres de la société burundaise, notamment ethniques, régionaux et de genre.

Article 31

La première Assemblée plénière se réunit de plein droit dans les quinze jours ouvrables à compter de la date de nomination de ses membres pour élaborer et adopter son Règlement d'ordre intérieur. La Commission détermine les décisions qui sont prises par l'Assemblée

plénière, par arrêté du Président, par le Bureau ou par délégation de compétences sans préjudice des dispositions y relatives de la présente loi.

Le Règlement d'ordre intérieur détermine les modalités de régularité de convocation et de tenue des sessions.

Article ~~29~~32

Le quorum requis pour siéger et délibérer valablement est de ~~8-2/3~~ des membres. La Commission prend ses décisions par consensus et à défaut, à la majorité absolue des 2/3 des participants. Aucune décision ne peut être valable que si elle est prise par au moins 7 Commissaires.

Les délibérations de la Commission sont confidentielles.

Article ~~30-33~~

La Commission s'organise en autant de Sous-Commissions que de besoin. Ces Sous-Commissions couvrent toutes les activités de la Commission et sont supervisées par des Commissaires.

Section 2 : Les services

Article ~~31~~34

La Commission se dote des services d'appui coordonnés par le Secrétaire exécutif : les services administratifs et techniques centraux y compris une unité de protection des victimes et des témoins, les services des experts nationaux et internationaux et les services décentralisés.

Article ~~32~~35

La Commission procède au recrutement d'un Secrétaire exécutif.

Les avantages du Secrétaire exécutif sont déterminés par le Règlement d'ordre intérieur de la Commission.

Article ~~33~~36

La Commission recrute autant d'experts nationaux et internationaux que de besoin. Les experts peuvent être permanents ou ad hoc. Ils doivent être des personnes jouissant d'une expérience avérée dans le domaine de leur intervention.

Ils doivent remplir les conditions énumérées à l'article 13 de la présente loi.

La Commission recrute des experts pluridisciplinaires qui contribueront à la connaissance de la vérité, à une bonne préparation des audiences et à la réécriture de l'Histoire pendant la période couverte par le mandat.

Ces experts adhèrent à un code de conduite élaborée par la Commission et prêtent par écrit le serment suivant : « Je jure d'accomplir ma mission avec conscience et fidélité dans la stricte confidentialité et la protection des informations recueillies ».

Article ~~34~~37

La Commission met en place une Unité de protection et d'assistance des victimes et des témoins. Cette Unité est composée de cadres et d'agents en service permanent auprès de la Commission. Elle comprend notamment des spécialistes de la sécurité, du droit, de la santé mentale, des questions liées au genre et de l'assistance psychosociale.

Article ~~35~~38

~~La Commission crée des services décentralisés à travers le territoire avec un représentant par province. Sous la supervision de la Commission, le représentant provincial coordonne les activités de la Commission au niveau provincial et communal.~~

La Commission recrute un bureau par province composé de 3 personnes et un personnel nécessaire et suffisant au niveau national, provincial et local pour le bon accomplissement de ses missions tout en respectant les équilibres ethniques et de genre.

Un membre du Bureau Provincial peut être démis de ses fonctions par deux tiers des Commissaires sur base de preuves d'incapacité, d'incompétence ou pour avoir commis un acte qui compromet la crédibilité ou la confiance en la Commission.

Article ~~36~~39

Le Règlement d'ordre intérieur de la Commission détermine le statut pécuniaire et administratif des personnels au service de la Commission.

Article ~~37~~40

Les représentants provinciaux jouissent de l'immunité dans l'accomplissement de leurs tâches, dans les conditions décrites à l'article 16 de la présente loi.

Article ~~38~~41

Le personnel de la Commission en provenance des services publics est placé en position de détachement par rapport à leur statut d'origine et sa réintégration est automatique à l'expiration de leur contrat.

CHAPITRE VI : RESSOURCES

Article ~~39~~42

Avant l'installation de la Commission, le Gouvernement veille à ce qu'elle dispose des moyens matériels et financiers nécessaires à son fonctionnement.

Article ~~40~~43

Les fonds de fonctionnement de la Commission proviennent du Gouvernement par la voie de la loi des finances et des partenaires nationaux et internationaux.

Article ~~41~~44

Les dépenses de la Commission sont constituées par les émoluments des Commissaires, les rémunérations du personnel et les charges sociales y afférentes ainsi que les frais de fonctionnement.

Formatted: Font: Not Bold

Formatted: Font: Not Bold

Article ~~42-45~~

La gestion des finances de la Commission sera soumise au contrôle de l'Inspection Générale de l'Etat et à un auditeur indépendant recruté sur concours.

CHAPITRE VII : PROCEDURE APPLICABLE DEVANT LA COMMISSION.

Section 1 : Principe

Article ~~43-46~~

Au-delà de leurs opinions personnelles, préférences ou affiliations politiques, les Commissaires doivent remplir leur mission avec impartialité et objectivité, en toute bonne foi et sans être soumis à aucune influence. Ils ne peuvent ni solliciter ni accepter faveurs, dons ou promesses dans l'exercice de leurs fonctions.

Les Commissaires et le personnel ne sont comptables que devant la Commission.

Si à quelque étape que ce soit des activités de la Commission, il apparaît qu'un Commissaire pourrait avoir un intérêt financier ou personnel qui pourrait causer un conflit d'intérêt dans l'accomplissement de ses fonctions, la Commission se réunit hors présence du concerné pour décider si ce dernier peut participer ou non aux délibérations sur le dossier en cause.

La Commission peut prendre des sanctions à l'encontre d'un de ses membres qui, en connaissance de cause, est intervenu dans un dossier présentant un conflit d'intérêt l'impliquant.

En cas de découverte du conflit d'intérêt après les délibérations, celles-ci sont reprises en l'absence de l'intéressé.

Article ~~44-47~~

Le Président oriente les travaux de la Commission et s'assure qu'il prévaut un climat de confiance mutuelle entre les membres.

Il peut déléguer ses pouvoirs aux autres membres du Bureau par ordre de préséance. La Commission tient au moins une réunion par semaine pour constater le travail accompli et prendre les décisions nécessaires concernant l'avancement du processus. Elle se réunit autant de fois que de besoin sur convocation de son Président ou de son vice-Président en cas d'empêchement pour les questions urgentes.

Section 2 : Protection des victimes et des témoins

Article ~~45~~48

La Commission doit établir et mettre en œuvre un programme de protection des victimes et des témoins ainsi que les membres de leur famille dont la sécurité peut être mise en danger en raison de leur participation à ce processus.

Les enquêtes sur terrain, les dépositions des victimes débutent après la promulgation d'une loi sur la protection des victimes et des témoins.

Formatted: Highlight

Article ~~46~~49

La Commission prend des mesures spéciales pour aider les victimes et les témoins – notamment celles et ceux qui sont traumatisés, les enfants, les personnes âgées ou les victimes de violence sexuelle – à participer à ce processus, à faire enregistrer leur cas, à présenter leur témoignage, à exprimer leur opinion ou leurs préoccupations.

Les victimes et les témoins doivent notamment avoir accès à des conseils et à un soutien psychologique et juridique tout au long de ce processus.

Article ~~47~~50

La confidentialité et l'anonymat seront garantis aux victimes et aux témoins en cas de nécessité, notamment pour les cas de violences sexuelles et les dossiers impliquant des mineurs.

Section 3 : Phase préparatoire

Article ~~48~~51

Dès sa mise en place la Commission accomplit notamment les tâches suivantes :

- adopter l'organigramme:

- organiser la formation des commissaires, s'approprier la loi qui la régit, organiser la formation des Commissaires, adopte le règlement d'ordre intérieur, le règlement financier, le budget de fonctionnement, le chronogramme des activités pour la durée de son mandat ;
- recruter les experts et tout le personnel nécessaires ;
- concevoir le logiciel de la base de données, élabore sa stratégie de communication ;
- prendre des mesures de protection et d'accompagnement des victimes et des témoins ;
- élaborer le guide de recueils des dépositions, des enquêtes et investigations, forme les enquêteurs et les investigateurs ;
- prendre des mesures pour le recueil, la protection et la gestion des archives, ainsi que celles visant l'identification et la protection des fosses communes ;

Section 4 : Phase des dépositions

Article [4952](#)

La Commission est saisie par la victime, le présumé auteur, le témoin ou toute autre personne physique ou morale intéressée. Elle peut se saisir d'office.

Article [50-53](#)

La saisine se fait par le remplissage d'une fiche dont le modèle sera établi par la Commission auprès des agents de collecte de dépositions.

La fiche indique entre autres, l'identité et la qualité du déposant, le présumé auteur, décrit le type de violation commise, indique les éventuels témoins et les indemnités postulées. [Elle précise si le déclarant est disposé à faire la déposition à huis clos ou en audience publique.](#)

La fiche doit porter la signature et/ou l'empreinte digitale du déposant.

Toutefois la Commission peut déterminer tout autre procédé qu'elle juge approprié et qui garantisse l'authenticité et la traçabilité des dépositions.

Article [5154](#)

La Commission établit et publie le calendrier de la collecte des Dépositions.

Les agents de collecte des dépositions bénéficient d'une formation et adhèrent à un code de conduite élaboré par la Commission. Ils prêtent le serment tel qu'énoncé à l'article 35.

Section 5 : Phase des enquêtes, des investigations

Article [5255](#)

La Commission met en place des équipes qualifiées pour procéder au dépouillement et à l'analyse des dépositions aux fins de déterminer les dépositions devant faire l'objet d'enquêtes et d'investigations suivant les critères déterminés par la Commission.

La Commission mettra en place par la suite des équipes mobiles chargées de mener les enquêtes et les investigations sur les dépositions sélectionnées.

[Tout Commissaire ou membre du personnel de la Commission, dûment autorisé par le Président, est habilité, sur l'autorité d'un mandat de perquisition délivré par l'Officier du Ministère Public du ressort, à pénétrer en tous lieux pouvant avoir un lien avec ou contenir des informations relatives à un sujet qui fait l'objet d'une enquête, et à inspecter les lieux et effectuer les recherches qu'il considère nécessaires.](#)

Section 6 : Phase des audiences

Article [5356](#)

La Commission établit un protocole de conduite des audiences.

Les audiences sont publiques ou à huis clos suivant l'appréciation de la Commission. Le siège est composé d'au moins trois commissaires [qui ne sont pas de même ethnie.](#)

Au cours des audiences, la Commission entend les parties concernées et les témoins. Elle peut de sa propre initiative entendre toute personne susceptible de donner des éclaircissements sur les faits.

Elle organise aussi des audiences thématiques sur les grandes violations commises dans le passé aux fins d'en connaître les causes profondes et le rôle joué par les institutions

étatiques ou privées telles que l'armée, la police, la Justice, l'Éducation, le secteur financier, les médias, les partis politiques et leurs mouvements affiliés, les Églises, les associations, les groupes privés et autres organisations.

En cas d'audiences thématiques, la Commission fait comparaître toute personne susceptible de contribuer à la découverte de la vérité.

Article [5457](#)

Les éléments de preuve recueillis par la Commission ne peuvent être utilisés contre les victimes, témoins, présumés auteurs et autres déposants.

Article [5558](#)

Les parties s'expriment dans l'une des deux langues officielles, le Kirundi et le Français. Toute personne qui le souhaite peut s'exprimer dans une autre langue de son choix pourvu qu'elle s'adjoigne d'un interprète.

La Commission se pourvoit d'un interprète en faveur de toute personne qui n'est pas en mesure de s'exprimer dans l'une des deux langues officielles.

Article [5659](#)

Avant chaque audience, toute personne à auditionner prête le serment suivant : « Moi (nom), je jure de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité ».

Article [5760](#)

Les affaires en rapport avec les jugements ou arrêts coulés en force de chose jugée sont recevables devant la Commission. Celle-ci les examine dans le souci de la découverte de la vérité et émet des avis et considérations qu'elle juge nécessaires pour la réhabilitation des victimes et la réconciliation.

La Commission peut recommander la révision des dossiers afin de corriger une erreur de droit ou de fait sur le fond des affaires en rapport avec les jugements ou arrêts coulés en force de chose jugée relatives aux assassinats rentrant dans le mandat de la Commission, aux procès politiques, aux biens meubles et immeubles spoliés lors des différentes crises.

Article [5861](#)

Pour les affaires pendantes devant les juridictions qui seraient portées devant la Commission, les juridictions ordonnent la suspension de leur instruction soit d'office soit à la demande des parties, en attendant les conclusions de la Commission.

Section 7 : Phase des réparations et de la réconciliation

Article [5962](#)

Dans les cas où les circonstances et les moyens le permettent, la Commission pourra ordonner des réparations immédiates au cours de ses activités.

Les décisions de la Commission en la matière sont exécutoires par provision sans préjudice de l'exercice de recours devant les juridictions.

Article ~~60~~63

La Commission établit un programme de réparations qui tienne compte des préjudices subis par les victimes, des moyens disponibles et des réalités du pays.

Pour la réalisation de ce programme de réparations, l'Etat mettra en place un Fonds de réparation. L'Etat est responsable des réparations en cas de sa propre responsabilité ou d'insolvabilité des auteurs, quitte à se retourner contre ces derniers.

Les réparations comporteront des mesures individuelles, collectives, matérielles, morales et ou symboliques. Elles consisteront en restitutions, indemnisations, réadaptations et autres mesures selon les cas.

Article ~~61~~64

Dans l'objectif d'un rapprochement et d'une réconciliation entre les victimes et les présumés auteurs, la Commission élabore une procédure par laquelle les victimes pourront accorder le pardon aux auteurs qui l'auront demandé et exprimé des regrets.

La Commission propose au Gouvernement un programme d'actions susceptibles de promouvoir la réconciliation. Ces actions s'inspirent des valeurs culturelles et visent la formation civique.

CHAPITRE VIII : GESTION DES ARCHIVES.

Article ~~62~~65

Les archives de la Commission sont la propriété de l'Etat ; elles sont vitales à la Nation et constituent une partie de son patrimoine et de son histoire.

Article ~~63~~66

Durant son mandat, les documents de la Commission devront être gérés de manière professionnelle, sécurisés dans un service d'archives selon les standards professionnels en la matière.

Article ~~64~~67

La Commission recrute le personnel spécialisé en archivistique pour la gestion des archives.

Article ~~65~~68

La Commission veillera à l'intégrité des archives, à leur sécurité, à leur préservation et établira un protocole relatif à leur accès.

Article ~~66~~69

Eu égard au volume et à la nature des documents, la complexité des formats dans lesquels ils sont conservés, la Commission, à la fin de son mandat, et avant de transférer son fond documentaire à l'institution désignée, prend au moins les mesures suivantes:

- identifier les documents à préserver de manière permanente ;

- identifier les copies et autres documents ayant une valeur temporaire qui peuvent être détruits avant la fin de son mandat ;
- déclassifier les documents qui peuvent l'être et transférer aux archives et base de données du siège les documents en format électronique et autres documents conservés ailleurs;
- décider de l'opportunité de créer une ou des copies de sécurité et de sauvegarde des archives permanentes et proposer les institutions qui en auront la garde ;
- considérer dans ses recommandations, la création d'un ou de Centres d'Information qui rendront accessibles au public copie de tout ou partie des éléments des archives publiques de la Commission ;

Ces centres devront être équipés des technologies modernes de communication et être accessibles afin de faciliter la consultation par les chercheurs et toute personne intéressée.

CHAPITRE IX : MECANISMES DE SUIVI.

Article ~~670~~

A la fin de ses travaux, la Commission proposera au Gouvernement la mise en place d'une structure chargée des missions suivantes:

- Assurer le suivi et la mise en œuvre des recommandations de la Commission ;
- Assurer la gestion des archives et de la documentation de la Commission ;
- La gestion des dossiers non conclus par la Commission.

Article ~~681~~

Le Gouvernement adressera au Parlement tous les six mois un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations de la Commission. Si ces dernières n'ont pas été mises en œuvre le parlement demande au Gouvernement les raisons du retard.

CHAPITRE X : RAPPORT FINAL.

Article ~~692~~

A la fin de son mandat, la Commission présente un rapport final au Gouvernement, à l'Assemblée Nationale, au Sénat et aux Nations Unies **qui en assurent une large diffusion pour toutes fins utiles.**

Article ~~70-73~~

Le rapport présente les résultats des investigations menées et de toutes les séances d'auditions. Il contient les conclusions des analyses de ces résultats et indique les contextes dans lesquels les événements se sont produits, leurs causes et leurs conséquences.

Article ~~71~~74

Le rapport contient également les éléments suivants :

- la liste des déposants sauf ceux qui auront souhaité garder l'anonymat ;
- la liste des victimes et des personnes disparues ;
- la liste des présumés auteurs des violations graves des droits de la personne humaine ;
- la liste des personnes qui auront fait obstruction aux travaux de la Commission ;
- la liste des fosses communes identifiées ;
- toutes les sources documentaires consultées ;
- les recommandations concernant les réparations, le programme de réconciliation et les propositions de réformes institutionnelles appropriées ;
- une recommandation de la réécriture de l'histoire sur base des faits établis et consignés dans les travaux de la Commission ;
- une recommandation sur la façon de préserver la mémoire par la conservation et la sécurité des archives ;
- une recommandation sur les modalités de diffusion du rapport.

Le rapport contient en outre les éléments stipulés à l'article 6 et non repris dans l'énumération ci-dessus.

Article ~~72~~75

Le rapport final comprendra un volet financier.

Article ~~73~~76

Le rapport final de la Commission sera finalisé et déposé simultanément en kirundi et en français.

La Commission élaborera une version simplifiée et pédagogique destinée à l'usage du grand public et des écoles.

CHAPITRE XI : DISPOSITIONS FINALES

Article ~~74~~77

~~La loi N°1/018 du 27 décembre 2004 portant mission, composition, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale pour la Vérité et la Réconciliation ainsi que toutes les autres dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.~~

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Formatted: Highlight

Article 75

La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Fait à Bujumbura, le

Pierre NKURUNZIZA

Par le Président de la République

Vu et scellé du sceau de la République du Burundi

Le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux

Pascal BARANDAGIYE